

De nouvelles sanctions occidentales contre les métaux russes vont frapper l'Europe

Par Philippe Rosenthal

Mondialisation.ca, 18 avril 2024

Observateur continental

Région : <u>L'Europe</u>, <u>Russie et CEI</u> Thème: <u>Économie</u>, <u>Guerre USA OTAN</u>

Les États-Unis et le Royaume-Uni ont annoncé une interdiction sur l'importation de nickel, de cuivre et d'aluminium russes. Le désir de l'Occident de priver la Russie de ses profits est compréhensible, mais les restrictions peuvent poser de gros problèmes aux initiateurs de ces sanctions.

Le 12 avril, l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Département du Trésor américain a <u>publié</u> une ordonnance interdisant l'importation aux États-Unis d'aluminium, de cuivre et de nickel d'origine russe «sauf si la loi l'exige ou sous licence».

«Les restrictions s'appliquent aux produits fabriqués après le 13 avril 2024», précise l'OFAC. Il est interdit aux entreprises américaines de fournir des services pour l'acquisition de ces métaux, ainsi que de se livrer à leur exportation, réexportation, vente ou fourniture. En outre, leur négociation sur le Chicago Mercantile Exchange a été interrompue. La Bourse de Londres a immédiatement rejoint Washington. Le Royaume-Uni a interdit l'importation d'aluminium, de cuivre et de nickel en provenance de Russie en 2023.

«Le 6 décembre 2023, le 19 mai 2023 et le 24 février 2024, les dirigeants du G7 ont publié des déclarations signalant leur intention de réduire les revenus russes provenant des énergies et des métaux. Le 12 avril 2024, en coordination avec le Royaume-Uni, les États-Unis ont émis deux nouvelles interdictions qui perturberont encore davantage les revenus que la Russie tire de ses exportations d'aluminium, de cuivre et de nickel originaires de la Fédération de Russie, notamment grâce à l'utilisation de produits américains, bourses mondiales de métaux», stipule l'OFAC.

L'Occident ne cache pas sa volonté de couper les revenus de Moscou. «Les bourses de métaux jouent un rôle central en facilitant le commerce des métaux industriels à travers le monde. En prenant des mesures communes, les États-Unis et la Grande-Bretagne privent la Russie et ses producteurs de métaux d'une importante source de revenus», souligne le Trésor américain.

«Les États-Unis veulent prouver leur «leadership» dans l'endiguement de la Russie et tentent d'entraver les succès russes dans la conduite d'un système de défense militaire, mais avec leurs actions, ils ne font que s'exposer eux-mêmes et leurs alliés aux attaques», a écrit l'ambassadeur de Russie aux États-Unis, Anatoly Antonov, sur la chaîne Telegram de la mission diplomatique russe.

«Il ne s'agit même pas d'une balle dans la jambe, mais d'un tir aveugle. La décision actuelle

de Washington repose probablement sur des calculs selon lesquels les prix des ressources ne monteront pas en flèche aux États-Unis eux-mêmes», a déclaré le diplomate russe.

Effectivement, le jour où la nouvelle interdiction a été publiée, le prix de l'aluminium à la Bourse des métaux de Londres a augmenté de près de 10%, soit le niveau le plus élevé depuis 1987. Les prix du nickel et du cuivre ont également sensiblement augmenté et sont revenus aux niveaux de 2022. L'instabilité des marchés s'explique facilement: la Russie produit environ 9% de la production mondiale de nickel, 5% de l'aluminium et 4% du cuivre.

Dans le même temps, avant l'introduction des sanctions, les États-Unis ont couvert leurs paris <u>en se dotant</u> d'impressionnantes réserves de métaux. Dans le même temps, le ministère américain des Finances précise: dans certains cas, l'importation de lots d'aluminium, de cuivre et de nickel peut être autorisée – à titre exceptionnel.

La Russie va trouver d'autres routes. Les sanctions imposées, si elles réduisent les revenus des entreprises russes, seront insignifiantes, selon des experts. La Russie a réussi à réduire les risques économiques extérieurs en développant activement son potentiel interne et en se réorientant d'Ouest en Est.

Il est probable que la Russie redirigera ses exportations «sanctionnées» vers d'autres pays qui vendront des métaux à Washington et à Londres. La «reconfiguration» des entreprises russes a déjà eu lieu, et la hausse des prix mondiaux du nickel, du cuivre et de l'aluminium ne fera qu'augmenter leurs revenus.

Des restrictions contre les entreprises qui vendent des métaux se trouvant sous les sanctions en Europe et aux États-Unis ont été introduites il y a longtemps. Il est questions de la capacité à vendre du métal à des pays tiers. En fait, selon les experts, les entreprises russes vendront ces métaux par d'autres canaux, par l'intermédiaire de pays qui n'ont pas adhéré aux sanctions.

Les Européens souffriront. Le volume des livraisons de métaux non ferreux aux États-Unis et au Royaume-Uni l'année dernière était assez faible. Les producteurs de nickel ne ressentiront pas réellement l'impact des nouvelles sanctions puisque leur principal marché est désormais constitué des pays asiatiques, principalement de la Chine. Mais les volumes que les producteurs d'aluminium devront réorienter sont plus importants.

Dans tout ça, les consommateurs occidentaux devront également chercher un substitut à leurs approvisionnements habituels. En Europe, le nickel n'est pratiquement pas produit, et comme pour l'aluminium et le cuivre, il existe des producteurs des deux métaux, mais leurs volumes de fusion ne couvrent pas la consommation. Ainsi, les prix vont augmenter, ce qui frappera durement les consommateurs européens.

Observateur Continental rapportait que la France d'Emmanuel Macron menait un double jeu avec la Russie et aussi par rapport à sa communication officielle belliqueuse contre la Russie. «La France adopte une ligne dure sur la guerre en Ukraine en se rangeant du côté de l'Ukraine [pour la communication], mais tout en augmentant ses importations de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance de Russie», faisait savoir le Berliner Zeitung, montrant que ces sanctions annoncées dans des communiqués ne sont que des annonces qui se brisent sur le mur de la réalité.

Articles Par : Philippe

Rosenthal

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site <u>Mondialisation.ca</u> sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de <u>Mondialisation.ca</u> en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: <u>media@globalresearch.ca</u>

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca